

Vous connaissez beaucoup de politiciens autant habités par un pragmatisme sans faille que par un humanisme hors pair qui ont sauvé la vie de leurs concitoyens, alors même que la pandémie de sida décimait toute une génération, e.a. celle des moins de 30 ans ?

Parmi ces hommes de caractère il y a assurément **Guy-Olivier Segond**, (GOS pour les GE) élu radical, à la tête du DAS (Dépt. de l'action sociale et de la santé du canton) entre 1989 et 2001.

Il serait fastidieux d'énumérer ici toutes les institutions innovantes qu'il a contribué à mettre sur pied, souvent en avance sur son temps, par exemple dans le domaine, e.a. des addictions plurielles (tabagisme, alcoolisme, drogues et jeux d'argent etc). Contentons-nous donc de nous remémorer quelques faits saillants entrepris par GOS et son équipe dans le domaine du VIH/sida à l'heure de l'hécatombe.

Avec la complicité directe du Prof. Bernard Hirschel, ancien responsable de l'Unité VIH/sida des HUG, nommé souvent 'grand marathonnier du sida' par ses pairs qu'on ne présente plus, et celle de Ruth Dreifuss, alors Conseillère fédérale en charge de la santé, à la manœuvre dans la Berne fédérale du côté de l'OFAS (Office féd. des ass. soc.), GOS a trouvé un moyen de contourner la réglementation suisse extrêmement rigide qui prévalait à cette époque à l'OICM (Office intercantonal de contrôle des médicaments) dans l'homologation des nouveaux médicaments.

Car il voulait à tout prix également assurer aux Genevois un accès le plus rapide possible aux nouvelles molécules de (tri)thérapies qui venaient d'être homologuées par la Food & Drug Administration étasunienne. Mais avec l'OICM, ce n'était pas gagné.

Ce contournement des procédures administratives permettra au DAS trois choses : se passer de la validation de l'OICM ; à l'Etat d'acheter (1,25 millions) et aux HUG de distribuer **gratuitement** les nouvelles thérapies à plus de 400 malades moribonds. Un événement sensationnel qui aura un retentissement médiatique loin à la ronde. Et ce ne sera d'ailleurs pas le dernier(1). VD suivra GE, fin 96 début 97 dans la foulée.

L'OICM -elle n'aura pourtant jamais travaillé aussi vite- finira également par valider les deux médicaments (Norvir et Crixivan), plusieurs mois plus tard. Tout en ayant très peu apprécié la manière de faire des GE. Et d'ailleurs elle ne s'en remettra pas puisque très vite remplacé par Swissmedic sur le plan fédéral.

Il y aurait tant d'autres choses à rappeler sur et autour de cette période sanitaire mouvementée.

Par ex.: la pression politique exercée par les militants de DIALOGAI en particulier, pas toujours dans la finesse, il est vrai -mais il faut se souvenir que nous étions vraiment dans l'urgence et d'ailleurs Mme Dreifuss nous a depuis fort longtemps pardonné notre 'démésure' langagière(2)-. Elle nous dira plus tard que nos coups de gueule avaient indirectement contribué à accélérer les procédures du côté de l'OFAS en permettant à la première présidente de la Confédération d'avoir à Berne les coudées (un peu plus) franches. Ce qui allégera d'ailleurs la facture initiale des thérapies pour Genève et les HUG, qui se montera in fine plus qu'à CHF 200.000.-- serait-on tenté de dire...

De rappeler ici aussi que le tout jeune GOS, entre 1970 et 1979, aura peut-être été à bonne école lorsqu'il fut conseiller juridique au DIP (Département de l'instruction publique) dirigé par un autre politicien hors norme. J'ai nommé André Chavanne que l'on ne présente plus, non plus. Sinon pour rappeler qu'il a

de façon visionnaire remodelé totalement l'enseignement dans la république, e.a. en créant le CO (Cycle d'Orientation) qui fera des émules dans toute la Romandie. Il est vrai aussi qu'à cette époque, les caisses de notre canton étaient pleines à souhait et que l'on pouvait voir 'grand'.

C'est à des gens de cette trempe que GE doit en tout cas une partie de son rayonnement. Et à moi, très subsidiairement, ma nomination d'enseignant ouvertement gay. Comment l'oublier ?

Et pour finir, bien plus près de nous, c'est une fois encore une volonté politique claire, voulue par un magistrat GE, monsieur Poggia (DSES), fortement engagé depuis des lustres pour le bien des assurés, qui va permettre à PVA-Genève de vivre 4 ans de plus pour le bien de ses membres et des collectivités locales de lutte contre le VIH/SIDA. Merci à lui !

Merci aussi à toutes ces personnes qui se sont battues et se battent encore en faveur des plus défavorisés en ayant toujours pour principe de servir l'intérêt général d'abord.

JPS

(1) Un autre exemple d'engagement coalisé réussi aux HUG sera, **Le Swiss-Statement**

« Une personne séropositive ne souffrant d'aucune autre maladie sexuellement transmissible et qui suit un traitement antirétroviral efficace ne transmet pas le virus par le biais de contacts sexuels. Et peut donc se passer du préservatif. »

Telle fut fin 2007-début 2008 l'affirmation de l'équipe du Prof. Hirschel des HUG et puis de la Commission fédérale pour les problèmes liés au sida. Elle fera l'effet d'une bombe rapidement relayée mondialement sous le nom de «Swiss-Statement» justement. Il provoquera initialement une vague d'oppositions internationale non seulement dans le milieu médical spécialisé mais aussi des inquiétudes en Suisse et dans le Genevois, en particulier dans le domaine de la prévention à VIH, car alimentées par la crainte que les conséquences de cette annonce fracassante ne sabotent potentiellement les stratégies de prévention élaborées dans nos associations alors avérées comme efficaces. Nous savons aujourd'hui qu'il n'en sera rien. Et il aura eu le mérite, selon la Prof. Calmy (une grande amie de PVA-GE) « d'avoir induit des recherches pour des nouvelles méthodes de prévention avec un intérêt grandissant pour le traitement antirétroviral. » Quant aux sidéens, après le miracle des trithérapies en 96, le Congrès mondial sur le sida à Palexpo en 98, le Swiss-Statement redonnera aux couples sérodiscordants le goût de jouir de la vie. C'est si peu dire : MERCI !

(2) « Assassin ! »